

FORUM. Non, tous les modèles d'agriculture n'ont pas leur place face au défi du changement climatique.

Jean-François Humbert, directeur de recherche à l'Inra (Université Pierre et Marie Curie-Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris), Benoît Daviron, chercheur au Centre international de recherche agronomique pour le développement, Ève Fouilleux, directrice de recherche au CNRS (Centre d'études politiques de l'Europe Latine-Université de Montpellier)

L'agriculture est triplement concernée par le réchauffement climatique. Elle en subit les conséquences, certaines productions étant rendues plus difficiles. Elle y contribue, comme émettrice de gaz à effet de serre. À l'inverse, sous certaines formes elle pourrait agir contre l'effet de serre. Tout est question de modèle.

En France, l'agriculture de la chimie est le modèle dominant. Adopté après la Seconde Guerre mondiale, il contribue fortement aux émissions de gaz à effet de serre. Entre le début du XIXe et la fin du XXe siècle, le remplacement du travail humain et animal par de l'énergie fossile (intrants chimiques, mécanisation) a permis un accroissement très important de la productivité (quadruplement de la production agricole en termes d'équivalent énergétique), mais l'apport d'énergie nécessaire a été multiplié par 30! L'agriculture de la chimie consomme ainsi trop souvent bien plus d'énergie qu'elle n'en produit, alors qu'en tant qu'unique activité capable de produire spontanément de l'énergie à partir du soleil grâce à la photosynthèse, l'agriculture devrait avoir un bilan énergétique fortement positif.

Socialement, cette substitution énergétique s'est traduite par une destruction massive d'emplois (le nombre d'actifs agricoles est passé de 1,7 million à 650 000 entre 1980 et 2013), qui se poursuit. L'autre caractéristique majeure de l'agriculture de la chimie est la forte spécialisation des exploitations agricoles et la séparation opérée entre productions animales et végétales. Usage massif d'engrais de synthèse pour stimuler la production végétale dans certaines exploitations et régions, émission d'effluents polluants par les activités de production animale industrielle dans les autres. La pollution par l'azote est ainsi devenue un problème majeur, tant au niveau local (proliférations d'algues vertes, pollution atmosphérique) qu'au niveau mondial (gaz à effet de serre, destruction de l'ozone) et les pollutions dues à l'usage intensif des pesticides et des médicaments vétérinaires menacent la santé publique et l'environnement.

Pourtant, en France comme ailleurs dans le monde, d'autres modèles d'agriculture sont mis en œuvre avec succès par des paysans qui cherchent des moyens d'améliorer les systèmes agricoles en imitant les processus naturels, pour favoriser les interactions bénéfiques entre les composantes de l'agro-écosystème. Tant sur le plan technique que sur le plan social, ces modèles agro-écologiques (agroforesterie, agriculture biologique, biodynamie, permaculture) s'opposent à l'agriculture de la chimie. Leurs principes fondamentaux sont le recyclage des éléments nutritifs et de l'énergie sur place, à travers l'intégration des cultures et de l'élevage et la diversification des espèces et des ressources génétiques dans

l'espace et le temps. L'accent est mis sur la productivité à l'échelle de l'ensemble du système agricole plutôt que sur des variétés individuelles. Ces modèles allient tradition, innovation et science au bénéfice de l'homme et de l'environnement et promeuvent des relations justes et une bonne qualité de vie pour tous ceux qui y sont impliqués.

Régulièrement, Xavier Beulin, président de la FNSEA et PDG du groupe Avril, défend l'idée qu'il ne faut pas opposer les différents modèles d'agriculture, car ils sont complémentaires. En réalité, ces modèles sont concurrents. Concurrents pour le foncier car quand une exploitation agricole de la chimie s'agrandit, c'est une ferme agro-écologique qui n'est pas créée. Concurrents pour l'argent public car malgré quelques soutiens marginaux à l'agro-écologie, l'essentiel de l'argent public versé à l'agriculture, qu'il soit européen ou français, vise l'agriculture de la chimie, et la plupart des réglementations ont été calées sur ce modèle. Sans compter l'argent public dépensé pour parer à ses dégâts sanitaires, environnementaux et sociaux.

Il est impératif qu'un débat public ait lieu sur le choix des modèles agricoles à soutenir pour lutter contre le changement climatique. Ce débat doit se faire avec tous les Français, car mangeurs, citoyens et contribuables, ils sont tous concernés par les décisions qui seront prises. Et ce débat se posera avec d'autant plus d'acuité que le renchérissement des énergies fossiles, inéluctable, générera une demande accrue vis-à-vis de l'agriculture en termes de matériaux et d'énergie, en plus de l'alimentation.

HUMBERT Jean-François, DAVIRON Benoît, FOUILLEUX Ève

<http://www.la-croix.com/Archives/2015-11-03/FORUM-Non-tous-les-modeles-d-agriculture-n-ont-pas-leur-place-face-au-defi-du-changement-climatique.-Jean-Francois-Humbert-directeur-de-recherche-a-l-Inra-Universite-Pierre-et-Marie-Curie-Institut-d-ecologie-et-des-sciences-de-l-environnement-de-Paris-Benoit-Daviron-chercheur-au-Centre-international-de-recherche-agronomique-pour-le-developpement-Eve-Fouilleux-directrice-de-recherche-au-CNRS-Centre-d-etudes-politiques-de-l-Europe-Latine-Universite-de-Montpellier-2015-11-03-1376202>